

quelle position il devrait prendre devant les demandes des pays en développement au titre d'un rôle accru dans le processus de prise de décision du FMI, en ce qui concerne un meilleur accès à des sources de financement plus concessionnelles et une approche plus favorable de la conditionnalité, y compris une approche qui tient davantage compte de l'incidence des forces externes sur les économies des pays en développement. Pouvons-nous appuyer les augmentations prévues au capital de la Banque mondiale et/ou les modifications proposées au rapport capitaux d'emprunts/capitaux propres? Devrions-nous subventionner davantage les taux d'intérêts sur les prêts consentis aux pays en développement? Enfin, lorsque nous proposons quelque chose, comment pouvons-nous être sûrs que toute nouvelle mesure adoptée n'entravera pas la capacité qu'ont les institutions financières internationales de remplir efficacement les fonctions monétaires qui restent essentielles à la discipline et à la stabilité économiques internationales?

Commerce

Dans ce domaine, le grand problème des pays en développement est probablement leur crainte d'un protectionnisme accru. De leur point de vue, ce problème est fondamentalement lié à la question des aménagements de structure dans les pays en développement. Il est vrai que s'ils veulent améliorer leurs possibilités d'exportation et la situation de leur balance des paiements — et éventuellement leur capacité d'importation —, il est essentiel qu'ils aient accès aux marchés des pays développés. Je reconnais la sensibilité politique de la question — notamment au plan national — et les contraintes économiques réelles qui existent, mais je n'en crois pas moins que nous devons aborder cette question de pied ferme et examiner les mesures qui peuvent être réalistement prises. Notre tarif de préférence général est peut-être l'un de ces secteurs. J'attends les recommandations du Groupe de travail sur ce sujet.

Alimentation

L'un des grands problèmes dans ce domaine est la faible priorité que nombre de pays en développement accordent au développement agricole. Etant donné les niveaux de malnutrition et de famine que connaissent nombre de pays, l'aide alimentaire restera toutefois vraisemblablement essentielle pour quelque temps encore. Dans quelle mesure et comment le Canada devrait-il aider davantage les pays en développement à mieux utiliser leur potentiel agricole? Pouvons-nous faire davantage au plan multilatéral, peut-être par un meilleur appui des centres internationaux de recherche agricole?

Aide

L'aide, notamment celle aux pays les plus démunis, restera essentielle pour nombre d'années à venir. Mais l'aide seule ne peut fonder des économies saines en expansion dans les régions en développement. Des initiatives dans d'autres domaines seront également nécessaires. Ceci dit, je crois qu'il nous faut examiner, comme vous l'avez suggéré, la qualité et la philosophie de l'aide; là encore, j'attends avec impatience vos recommandations. La question clé est probablement de savoir ce qui peut être fait pour améliorer le sort des plus démunis. De plus, je sais que nous sommes tous heureux que l'APD (l'aide publique au développement) du Canada recommence à s'accroître après avoir connu une période de déclin. Il nous faut maintenant songer aux mesures complémentaires qui doivent être prises pour assurer que notre engagement envers une hausse des niveaux de l'aide puisse être honoré, et quelle est la meilleure utilisation possible des crédits supplémentaires. J'aimerais tout particulièrement connaître vos vues sur les facteurs qui influent sur l'efficacité de l'aide et sur la façon